

## Sécurité de l'approvisionnement en gaz en Suisse

*Gazprom a réduit les livraisons de gaz à l'Allemagne via le gazoduc Nord Stream 1 à une capacité de 20 %. La situation s'avère très tendue, étant donné que les stockages européens ne peuvent pas être remplis comme prévu pour l'hiver prochain. Les Etats membres de l'UE ont par conséquent adopté un plan d'urgence visant à économiser le gaz. Voici le point de la situation et notre appréciation:*

Depuis le 27 juillet, le principal gazoduc reliant la Russie à l'Europe fournit encore moins de gaz qu'auparavant. Gazprom avait déjà fortement réduit les livraisons de gaz à l'Europe via le gazoduc Nord Stream 1 et les autres artères gazières. Il faut s'attendre à ce que la Russie stoppe complètement ses livraisons de gaz à l'Europe dans un proche avenir.

En Suisse, l'approvisionnement en gaz est actuellement stable. La sécurité d'approvisionnement est assurée pour le moment, même si la situation est très tendue. Ces derniers jours, les prix de gros ont encore grimpé sur les marchés européens, atteignant plus de 200 euros le mégawattheure. Les livraisons de gaz en provenance de la mer du Nord sont très régulières, et les importations de GNL en direction de l'Europe tournent à plein régime.

La Suisse ne dispose pas de stockage de gaz et dépend par conséquent intégralement des importations. Jusqu'à trois quarts du gaz importé en Suisse vient d'Allemagne. Les pénuries de gaz touchant l'UE et en particulier l'Allemagne affectent donc aussi la Suisse. Si les stockages européens ne peuvent pas être remplis comme prévu, le risque de pénurie augmente pour l'hiver prochain. L'Industrie gazière suisse met tout en œuvre pour constituer une réserve de gaz pour l'hiver prochain, en s'appuyant sur les capacités de stockage des pays limitrophes et sur des livraisons de gaz complémentaires sous formes d'options. Elle a bon espoir d'atteindre les buts fixés par la Confédération. En cas de pénurie, la clé essentielle réside dans l'entraide mutuelle entre les pays touchés. La Confédération négocie actuellement des accords de solidarité avec les pays limitrophes tels que l'Allemagne.

Les Etats membres de l'UE ont adopté un plan d'urgence pour comprimer la consommation de gaz, dans le but d'amortir les risques inhérents à une interruption complète des livraisons de gaz russe. Ce plan d'austérité énergétique prévoit une réduction de la consommation nationale de 15 % par pays pour la période allant du 1<sup>er</sup> août 2022 au 31 mars 2023. Ce plan prévoit également la possibilité de déclencher une alarme communautaire en cas de pénurie grave et de prescrire des objectifs d'économie contraignants. La Suisse ne s'associe pas à ce plan européen ni à son objectif d'économie.

Si la Suisse entre dans une situation de pénurie de gaz que l'Industrie gazière ne peut plus maîtriser, la Confédération intervient selon un plan d'action en quatre étapes. Dans un premier temps, elle lance des appels à la réduction de la consommation de gaz. Parallèlement, elle peut prescrire aux clients bicom bustibles de passer au mazout. Ensuite, le Conseil fédéral peut instaurer des restrictions pour certaines utilisations, p. ex. la réduction impérative de la température de chauffage dans les bâtiments publics ou administratifs. Enfin, la Confédération peut imposer des contingentements en cas de pénurie prolongée. Ces mesures concerneraient toutes les installations ne faisant pas partie des consommateurs protégés, c'est-à-dire les ménages, les installations de chauffage à distance fournissant les ménages, ainsi que les services sociaux

essentiels, notamment les hôpitaux, les services de distribution d'énergie et d'eau potable et les services d'urgence.

Sur mandat de la Confédération, l'ASIG est actuellement en train de mettre sur pied une cellule d'intervention en cas de crise. Cette cellule a pour mission de monitorer l'évolution actuelle et d'appuyer les exploitants de réseau dans la mise en œuvre des mesures ordonnées par la Confédération.